

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 25 MAI 1995

N° 232

PRIX 4 FF

# Z A I R E



**UNE**

**NOUVELLE**

**EPIDEMIE**

**LIEE A LA PAUVRETE**

**FAIT SON APPARITION**

SOMMAIRE AU VERSO

## SOMMAIRE

Page 2  
Editorial

Page 4  
Côte d'Ivoire:  
- un code électoral  
taillé sur mesure pour  
Bédié  
- augmentation des  
salaires des travail-  
leurs: une urgence.  
- face aux licen-  
ciements, une lutte  
d'ensemble s'impose.

Page 9  
Sénégal: la flambée des  
prix frappe durement les  
plus démunis.

Page 10  
Bilan de la dévaluation  
un an après: un désastre  
pour les déshérités.

Page 12  
Pendant qu'en France on  
commémore le 8 mai 45?

### ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

### ETRANGER :

Même tarif mais  
uniquement en coupons-  
réponses internationaux.

### ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

## ZAIRE

### **UNE NOUVELLE EPIDEMIE LIEE A LA PAUVRETE FAIT SON APPARITION**

La presse parle beaucoup du virus d'Ebola qui a fait à ce jour une centaine de morts à Kikwit, une ville située à 400 km de Kinshasa, au Zaïre. Ce virus se transmet par simple contact corporel et tue dans huit cas sur dix dans les jours qui suivent la contamination.

Les autorités zaïroises ont mis en place "un cordon sanitaire" constitué de plus de 150 barrages de gendarmes pour placer les habitants de cette ville contaminée en quarantaine sous prétexte de protéger les autres villes. Ces "business-barrages" tels qu'on les appelle là-bas ont été bien plus efficaces pour les galonnés qui les ont pratiqués, à rançonner les voyageurs qu'à enrayer l'extension de l'épidémie.

Mais le virus d'Ebola n'est pas un cas d'espèce, et sans doute pas le plus dangereux. Depuis plusieurs dizaines d'années, partout dans le monde, surtout dans les pays sous-développés, on repère l'émergence de nouveaux virus ou le retour en force d'anciennes maladies telles que le choléra, la peste, le paludisme, la méningite, ou la dysenterie. La simple mise en place de canalisations d'égouts et d'installation d'eau potable pourrait faire reculer de nombreuses maladies. Quand on voit que des milliers de gens sont obligés de vivre sur les ordures et détritiques, et que partout ça sent mauvais, ce n'est pas possible de ne pas contracter des maladies.

L'épidémie de sida a clairement montré ce que peut devenir un virus quand les circonstances lui sont favorables. Ces maladies font d'énormes ravages chez des gens déshérités qui sont obligés de vivre entassés dans des conditions de vie effroyables des bidonvilles qui entourent les grandes mégalo-poles des pays pauvres d'Afrique ou d'Asie.

C'est ainsi que l'année dernière une maladie, la peste, qu'on croyait définitivement enrayerée a fait des milliers de morts dans la

région de New-Delhi, en Inde. C'était pourtant une maladie connue, qui aurait pu être facilement éradiquée par la simple absorption d'un antibiotique appelé tétracycline.

Pour les trusts de l'industrie pharmaceutique qui ont la haute main sur ce produit, ainsi que pour les autorités corrompues de ce pays, ces malades n'étaient pas suffisamment rentables car ne disposant pas assez d'argent pour payer les traitements.



Fouille de poubelles

Le choléra également continue de sévir, cette fois à Mopti, ville située au Nord du Mali. Quarante-huit personnes (chiffre officiel) viennent d'y succomber. On est là en pleine réalité des ordures encombrantes et du sous-développement.

Pour ce qui est du virus d'Ebola, les grandes puissances telles que la France ou les Etats-

Unies ont réagi un peu en envoyant quelques tenues, gants, et autres masques à Kikwit. Ce sont là des moyens dérisoires par rapport à leurs possibilités.

Lorsque en 1979 une révolte contre Mobutu a éclaté à Kolwezi dans le même Zaïre, Giscard d'Estaing le dirigeant de l'impérialisme français à l'époque, n'a pas hésité à utiliser de grands moyens militaires pour mater la rébellion et à assurer pour des années la stabilité chère aux affaires des grandes sociétés minières franco-belges... et de Mobutu.

Le vrai problème en réalité ne se trouve pas dans le fait que jusqu'à présent la recherche scientifique n'a pas encore débouché sur la solution de telle ou telle épidémie. Car même pour le simple paludisme ou la dissenterie, des maladies somme toutes banales et dont les médicaments existent depuis des dizaines d'années, combien de millions de gens en meurent chaque année pour la simple raison qu'ils n'ont pas les moyens d'accéder à ces médicaments? Bien de maladies bénignes mais néanmoins meurtrières dans les pays pauvres pourraient être combattues si les gens disposaient d'un minimum d'infrastructure.

Mais dans une société où le profit est roi, les pauvres sont condamnés à mourir à petit feu de maladies ou de toutes sortes de maux liés à la misère. C'est pour cela qu'il est de l'intérêt vital de l'ensemble des exploités de mettre fin à ce système profondément injuste qu'est le capitalisme.

## COTE D'IVOIRE

### UN CODE ELECTORAL TAILLE SUR MESURE POUR BEDIE

Comme prévu, le 4 mai dernier, le Front Républicain a organisé une imposante marche de protestation contre le code électoral. Des milliers de gens ont accouru des quatre coins d'Abidjan, de sa banlieue et même de la province pour manifester dans la rue leur refus des lois votées par l'Assemblée dominée par le PDCI. Ils ont dénoncé le code électoral comme étant xénophobe et conçu pour permettre au parti au pouvoir de remporter les prochaines élections grâce aux fraudes et autres tricheries.

Aussi les dirigeants du Front Républicain ont-ils demandé le retrait pur et simple dudit code et exigé la constitution d'un autre, de type "consensuel", qui serait l'oeuvre des discussions entre le pouvoir et les partis d'opposition. A la fin de la marche, ils ont aussi promis que, si le pouvoir ne revenait pas sur sa décision d'imposer le code électoral, ils appelleraient à d'autres manifestations du même genre jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

En guise de réponse à la marche du Front Républicain, le pouvoir, qui a d'abord tenté de négliger celle-ci, vient de réagir en décidant de faire marcher ses partisans le 27 mai prochain. Laurent Dona Fologo, le secrétaire général du PDCI, explique cette décision par le fait que son parti veut faire descendre dans la rue 2 à 300 000 personnes pour montrer que la majorité des Ivoiriens approuve le président Bédié : "Il s'agit ici de prouver au monde que le peuple de Côte d'Ivoire est derrière Henri Konan Bédié ...", affirme-t-il. La marche des partisans du pouvoir sera donc une démonstration de soutien au code électoral mais aussi à la

politique générale du gouvernement.

Cette initiative est en elle-même un aveu : le pouvoir reconnaît implicitement que la marche de l'opposition a été un succès en réalité, même s'il a essayé d'en mépriser la portée. Mais au-delà de ce simple constat, la décision de la marche du PDCI montre surtout qu'un cran vient d'être franchi dans le bras de fer engagé entre le pouvoir et l'opposition autour du code électoral. En effet, si hier encore il était difficile de savoir les intentions des uns et des autres, aujourd'hui, de façon démagogique, les deux camps font de la surenchère et donnent l'impression de vouloir en découdre.

Dans sa presse, profitant du problème du code électoral, l'opposition accuse le pouvoir et le PDCI de faire du tribalisme, plus précisément la chasse aux Dioulas et plus généralement aux musulmans, soupçonnés de soutenir l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, candidat probable du RDR aux prochaines élections présidentielles. Elle affiche sa volonté de tout faire pour que le code électoral soit retiré. Elle prévoit de mobiliser la population pour d'autres marches plus importantes. Elle menace même le pouvoir de faire planer sur le pays des risques graves s'il refuse de tenir compte de ses points de vue : "(...) tant que le pouvoir ne prendra pas conscience de la représentativité du Front Républicain et de sa détermination à lutter pour des élections justes et transparentes, jamais les deux parties ne s'assieront pour discuter. A cette allure, nous nous acheminons tout droit vers des drames comme au Libéria, au Nigéria, au Burundi, au Rwanda, en Algérie

où, suite à des élections mal organisées, chaque citoyen est devenu un loup pour son compatriote", déclare "La Voie", journal porte-parole du FPI, le principal parti de l'opposition.

De son côté, le pouvoir campe sur sa position et n'entend pas reculer d'un pouce. Face aux arguments de l'opposition, les journalistes à sa solde brandissent la carte de "l'ivoirité" : pour eux, le code électoral est conçu pour éviter que le pays ne soit pas dirigé par des "étrangers" mais des "Ivoiriens de souche". Ils aiguissent le nationalisme, voire le chauvinisme des Ivoiriens. L'opposition, notamment le RDR, est présentée comme défendant les intérêts des Dioulas, des "étrangers" : "Ce qui tombe sous le bon sens et demeure incompréhensible pour beaucoup de gens, Ivoiriens et non-Ivoiriens, c'est que des fils authentiques de ce pays puissent s'allier à des étrangers pour hypothéquer son avenir.", écrit l'éditorialiste de Fraternité-matin, le journal pro-gouvernemental.



— Queue pour voter —

Quant aux hommes politiques du pouvoir, se fondant sur le fait que la loi a été votée par l'Assemblée, pour eux, le problème du code électoral est clos. Le président de l'Assemblée a déclaré qu'il sera "intégralement appliqué". Laurent Dona Fologo, le secrétaire général

du PDCI, vient de le confirmer en prenant la décision de la marche du 27 mai tout en refusant même l'idée de la création d'une "commission électorale autonome" souhaitée par l'opposition.

Dans cette surenchère entre les deux camps, il y a évidemment une très forte dose de démagogie et de mensonge. La lutte que l'opposition fait semblant de mener pour "des élections justes et transparentes" ou pour dénoncer la chasse aux Dioulas et autres "étrangers", par exemple, n'est qu'une illusion en réalité. On se rappelle qu'il n'y a pas longtemps, au temps d'Houphouët, c'est le FPI qui accusait le pouvoir d'être "le parti des étrangers" à cause justement de la nomination d'Alassane Ouattara au poste de premier ministre. Les dirigeants du RDR, qui ont servi la dictature du parti unique des années durant, ne sont pas eux non plus des modèles en matière de démocratie.

Inversement, quand les Bédié, Fologo et autres journalistes à leur solde prétendent défendre les intérêts des "Ivoiriens", ils ne cherchent qu'à tromper les petites gens en tirant sur les cordes sensibles du nationalisme. Depuis quand ces gens-là se sont-ils préoccupés des problèmes des populations de ce pays, eux qui, depuis toujours, ont servi le système actuel responsable de l'exploitation des masses pauvres et de leur condamnation à la misère, aux maladies et autres souffrances?

En réalité, aussi bien les politiciens de l'opposition que ceux du pouvoir ne pensent qu'à leurs intérêts personnels. Ce qu'ils cherchent, c'est tout simplement arriver au pouvoir ou s'y maintenir ou même le partager afin de bénéficier des avantages que cela confère. Mais dans cette bagarre effrénée pour le pouvoir qu'ils se livrent, sur un fond de démagogie tribaliste, de régionalisme, de confessionnalisme et de xénophobie, ils peuvent prendre le risque

criminel d'entraîner le pays dans des luttes fratricides, dans lesquelles les principales victimes seront les masses pauvres, quel que soit le camp qui l'emportera.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à écouter les sirènes de l'un ou l'autre bord. Les élections ne pourront être véritablement transparentes qu'à partir du moment où elles seront soumises au contrôle de la majorité de la population et pas laissées aux cliques qui se disputent le pouvoir, rivales aujourd'hui, en invoquant la démocratie sous la "transparence"; elles sont profondément complices pour gruger la population laborieuse et dénaturer ses aspirations. Les travailleurs n'ont pas non plus une quelconque "ivoirité" à défendre.

Seuls comptent leurs propres intérêts de classe, les intérêts des travailleurs, des opprimés, différents de ceux de la bourgeoisie dont les politiciens du pouvoir et ceux de l'opposition ne sont que des larbins. Ils ont donc tout intérêt à s'organiser, à s'unir, par-delà les différences culturelles, régionales et nationales, afin de se défendre collectivement contre les démagogues de tout bord qui sont leurs véritables ennemis. C'est de cette façon qu'ils pourront améliorer leur condition de vie, accéder, et de façon durable, aux libertés démocratiques, mais aussi faire barrage au risque d'affrontements de tout genre que les politiciens bourgeois font planer sur le pays, juste pour bénéficier des avantages du pouvoir.

## COTE D'IVOIRE

### FACE AUX LICENCIEMENTS, UNE LUTTE COMMUNE S'IMPOSE

Depuis le 4 mai dernier, les travailleurs de la SITRAM (Société de transports maritimes) empêchent cinq membres de la direction d'accéder à leur bureau, parce qu'ils sont considérés comme les principaux responsables de la faillite de la société entraînant l'annonce d'un "chômage technique" (en fait un licenciement déguisé) de près de 350 sur 500 travailleurs, soit plus de la moitié des effectifs.

Les travailleurs dénoncent à juste titre la mauvaise gestion de la direction qui a conduit la société au bord du gouffre, en l'endettant jusqu'au cou avec un trou de 43 milliards FCFA environ. Comme d'habitude, l'Etat, le principal actionnaire de la SITRAM, ne reproche rien à ces gens qui ont largement détourné de l'argent pour garnir leurs comptes en banque, pendant que les caisses de la

société se vidaient sans cesse. Et bien évidemment, ils ne sont même pas inquiétés.

Non, ces gens vont continuer à garder leurs postes juteux et à saigner la société. Mais ce sont les travailleurs qu'ils veulent faire payer à leur place. Ceux de la SITRAM ont tout à fait raison de ne pas accepter de faire les frais d'une gestion ruineuse à laquelle ils n'ont été associés ni de près, ni de loin.

Mais pendant que les travailleurs de la SITRAM se battent pour éviter des licenciements massifs, ceux de SIPE (Poste et Epargne) viennent d'apprendre, à la suite du dernier conseil des ministres, que 750 sur les 2.400 employés que compte la SIPE vont être licenciés. Là aussi, ce qui est à la base des difficultés de la SIPE, c'est la mauvaise gestion, par

exemple les salaires exorbitants que s'octroient les dirigeants, auxquels s'ajoutent les inévitables détournements de fonds, sans parler de nombreux avantages tels des villas et véhicules de fonction. Mais c'est aux travailleurs qu'on présente la facture de tous ces pillages et gaspillages. C'est à eux qu'on demande de payer par le chômage, et non pas aux dirigeants de la SIPE qui ont mis celle-ci à genoux.

A SITARAIL (société privée qui gère l'axe ferroviaire Abidjan-Ouagadougou), plane également une menace de licenciement sur les 3.200 travailleurs ivoiriens et burkinabés. Il est question de licencier près de 1.400 employés, soit un peu moins de la moitié des effectifs. Déjà, en 1989, plus de 1.000 travailleurs, rien que du côté ivoirien, ont été licenciés, au moment de la séparation de l'ex-RAN en deux sociétés de chemins de fer (ivoirienne et burkinabé). Mais ces deux sociétés viennent d'être privatisées et redeviennent une seule, la SITARAIL. C'est au nom de la rentabilité que cette société veut jeter à la rue d'un seul coup plusieurs centaines de travailleurs.

Ces trois sociétés où plus de 3.000 travailleurs risquent de perdre leurs emplois ont en commun le fait d'être déjà privatisées (SITARAIL) ou en voie de l'être. L'ex-RAN était largement déficitaire quand elle a été privatisée. Les deux autres sociétés (SITRAM et SIPE) qui appartiennent à l'Etat ont un gros trou financier que l'Etat ne peut combler, comme il le faisait avec les sociétés étatiques en difficulté au temps où le café et le cacao se vendaient relativement bien.

Maintenant les temps ont changé. L'Etat lui-même a d'énormes difficultés financières dues en partie aux nombreux détournements de fonds (comme quoi l'exemple vient d'en haut), mais surtout à la crise de l'économie capitaliste. Alors,

pour avoir de l'argent frais, mais aussi sous la pression du FMI et de la Banque mondiale qui font de la privatisation une des conditions d'octroi de nouveaux crédits, l'Etat a décidé de vendre toutes les sociétés étatiques ainsi que toutes les actions qu'il détient dans certaines sociétés. Quelques sociétés sont déjà privatisées, d'autres ne tarderont pas à l'être dans un avenir plus ou moins proche.

Les privatisations se déroulent généralement toujours selon le même scénario : des licenciements massifs au nom d'un "plan de redressement". Pour permettre aux patrons de faire d'énormes profits, bon nombre de travailleurs sont jetés à la rue et ceux qui restent doivent assurer la même quantité de travail qu'avant - sinon plus. Ainsi, par exemple à Gonfreville (société textile de Bouaké), il y avait plus de 4.000 ouvriers avant la privatisation. Sous le couvert de la privatisation, tous les ouvriers ont été jetés dehors. Ensuite, seulement 1.200 d'entre eux ont été réembauchés - sans aucun droit comme s'ils étaient des nouveaux et avec des salaires plus bas qu'avant.

Les licenciements, les bas salaires et la vie chère pèsent lourdement sur les conditions de vie déjà très précaires des travailleurs. Cette situation de chômage et de misère qui frappe les travailleurs depuis plusieurs années, risque malheureusement de s'aggraver. Car si, contrairement aux prévisions optimistes du gouvernement qui parle inlassablement de reprise économique, la crise s'aggrave de plus en plus, des licenciements vont continuer. Sauf si les travailleurs refusent de continuer à payer les conséquences de la crise.

Oui, pour mettre fin aux plans de licenciements successifs, pour défendre la sécurité de leur emploi, ainsi que pour obtenir des augmentations de salaires, les

travailleurs sont obligés de se battre. Ils l'ont d'ailleurs fait ici ou là, au moyen des grèves, parfois en s'affrontant aux forces de l'ordre qui n'hésitaient pas à réprimer. Mais jusque-là, ces luttes restaient isolées les unes des autres, et elles n'avaient ni l'ampleur ni la force susceptibles d'obliger les patrons et le gouvernement à annuler leurs plans de licenciements et autres mesures d'austérité. Ces luttes gagneraient en efficacité, si elles étaient coordonnées et unies dans un seul plan de riposte.

Ce sont ces gens-là qui osent parler aux pauvres de crise, de restructuration, de développement, de sacrifices!

Il faut savoir que tous ces gens-là ne sont que des "grilleurs d'arachides". Ils travaillent pour

le compte de la bourgeoisie. Et ceux qui frappent à leur porte, cette prétendue opposition, ne sont que des candidats à la candidature, pour bouffer. Alors, si les grilleurs d'arachides se permettent de ramasser des fortunes considérables, que doivent ramasser leurs maîtres?

Malgré les richesses colossales qu'ils ont volé aux travailleurs, ils osent encore dire que ceux du privé ne peuvent pas bénéficier d'une augmentation sous peine de faillite! De qui se moquent-ils?

Une enquête effectuée par "Dignité" a montré qu'il faudrait un minimum de 122.701f CFA par mois pour vivre à peu près décemment dans ce pays. Eh bien les travailleurs auraient mille fois raison de s'organiser pour lutter pour cet objectif. D'autant plus que ce sont eux qui produisent les richesses.

## COTE D'IVOIRE

### **AUGMENTATION DES SALAIRES DES TRAVAILLEURS : UNE URGENCE !**

Dans le meilleur des cas, le revenu mensuel moyen d'une famille ouvrière tourne aujourd'hui autour de 60.000f CFA. C'est-à-dire un salaire d'environ 40.000f CFA pour le mari et peut-être, une vingtaine de mille francs pour sa femme, quand elle trouve encore le temps de s'occuper de vendre quelque chose. Tenir tout un mois avec ce maigre revenu est tout un calvaire.

Aujourd'hui, quand on totalise ce qu'il faut pour l'achat d'un sac de riz, plus le budget pour les repas d'un mois et le prix du loyer de la maison, déjà on dépasse le revenu total de la famille.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que les familles ouvrières sont aujourd'hui littéralement asphyxiées

par la cherté de la vie.

A l'occasion du premier mai, Bédié a annoncé une augmentation de 3% à 15% des salaires des fonctionnaires et ce à compter de... fin juillet. La journée du premier Mai a servi tout juste aux dignitaires du pays à faire leur publicité à moindre frais, à commencer par le président de la république, en passant par les Secrétaires Généraux des deux centrales syndicales: l'UGTCI et la FESACI.

Qu'est-ce que cette augmentation dérisoire, qui ne touche en plus qu'une toute petite minorité de travailleurs, à côté de la cherté actuelle de la vie? Ce qui n'a pourtant pas empêché même un



Marcel Etté (dirigeant de la Fesci) de faire le commentaire suivant: "déjà nous pouvons le dire, c'est une bonne nouvelle pour les travailleurs. Nous espérons que l'année prochaine, ...etc". On voit le cynisme de tous gens-là. On voit aussi que, opposition ou pas, les gens comme Etté soutiennent ceux qui exploitent les travailleurs. Autrement, comment un Marcel Etté ose t-il parler de "bonne nouvelle" ou de l'espoir pour "l'année prochaine"? Décidément, il n'y a rien à attendre de ces gens de l'opposition: le pouvoir ou l'opposition, c'est les deux bouts du même bâton!

Quant aux travailleurs du privé, à savoir les ouvriers des usines, les travailleurs du bâtiment, les "bonnes", les "boys", etc, eh bien pour les riches et pour les dignitaires du pouvoir, ils n'existent pas. Pour eux, les travailleurs ne sont que des machines à faire du profit. Que leur importe la vie de leurs ouvriers! Ces gens-là prient tous les jours leur dieu pour que les travailleurs acceptent de se nourrir uniquement de bananes et d'eau! Et s'ils doivent mourir, qu'ils meurent en cachette sans faire de bruit.

Seulement ce qu'ils oublient, c'est que les travailleurs, les exploités, les pauvres en général, sont des hommes et des femmes qui vivent la même réalité, qui ont les mêmes intérêts fondamentaux, qui ont les mêmes ennemis, à savoir les riches! Et les travailleurs constituent la grande majorité de la population. Ils forment en somme une force. Une force capable de leur demander un jour des comptes.

Même cette augmentation dérisoire dont bénéficieront peut-être les fonctionnaires coûterait à l'Etat, selon Bédié, "au moins 6 milliards de francs"; c'est pour dire qu'il ne lui est pas possible de payer plus. Ah bon? Comment n'est-ce pas possible de payer plus quand on sait que si on totalise ne serait-ce que les fortunes des 3 familles connues les plus riches de ce pays à savoir: Houphouët (6.600 milliards); l'ancien directeur de la douane (250 milliards); Bédié, lui-même (230 milliards) -chiffres publiés dans le "Quid des records"- eh bien, rien qu'avec ces 3 fortunes, on pourrait doubler les augmentations annoncées par Bédié et en assurer le paiement durant 50 ans!

## SENEGAL

### LA FLAMBEE DES PRIX FRAPPE DUREMENT LES PLUS DEMUNIS

La dévaluation est une véritable catastrophe pour la population pauvre car tous les prix des marchandises de première nécessité ont été presque doublés.

Le sac de 100 kg de riz qui avant coûtait 13.000 F CFA est passé à 22.000 F CFA après la dévaluation. Le litre d'huile est passé de 350 à 575 F CFA, le kilo de viande de 800 à 1500 F CFA, le sac de 100 kg de mil a plus que triplé,

sautant de 5.000 à 16.000 F CFA; le kilo de lait en poudre de 800 à 1300; celui de sucre de 350 à 450FCFA; la boîte de Nescafé de 1000 à 2500F CFA, etc...

Le prix de tous les transports en commun, public comme privé a augmenté de plus de 10%.

Mais le salaire, pour une minorité de gens qui ont la chance de travailler, n'a pratiquement pas

2bougé. La dévaluation sert de prétexte à un certain nombre de commerçants pour rançonner la population car même les prix des produits fabriqués ou cultivés localement comme le mil, l'arachide ou le tissu ont été doublés volontairement.

Il y a actuellement une mini-crise dans le secteur du ciment provoquée par une des rares mesures gouvernementale: faire baisser le prix de la tonne de ciment de 43.600 à 42 600F CFA. Mais depuis deux mois maintenant, les usines de production de ciment ne vendent plus leurs produits à tous les commerçants comme elles le faisaient auparavant sous prétexte que la demande est plus importante que l'offre. En réalité, les cimenteries vendent aux grands commerçants et ces derniers revendent en cachette aux particuliers au prix de 46.000 FCFA au lieu de 42.600F CFA. Toutes les boutiques qui d'habitude vendaient du ciment sont aujourd'hui vides à Dakar comme dans les autres villes du Sénégal. Tous les petits chantiers de construction de maisons individuelles sont pratiquement arrêtés. Les travailleurs journaliers du bâtiment sont privés de leur emploi.

En réalité, cette mini-crise

est une véritable escroquerie de la part du gouvernement car il cherche à faire admettre l'augmentation du prix du ciment pratiquée en cachette par les grands commerçants. Sinon il aurait interdit cette augmentation sauvage.

Quant aux transports, le gouvernement d'Abdou Diouf est constitué d'une pléthore de 33 ministres dont un est spécialement chargé de l'équipement et du transport terrestre. Mais il n'est même pas capable d'organiser le transport en commun. A Dakar c'est l'anarchie totale. La SNCS (chemin de fer) et la SOTRA (bus) qui dépendent de l'Etat ne remplissent même pas leur rôle minimum pour les usagers. Ainsi, entre Dakar et une banlieue populaire comme Thiaroye aux heures de pointes, les passagers sont entassés pire que des animaux. S'il n'y avait pas les transports privés (minibus), les gens ne pourraient même pas rentrer chez eux. Aux heures d'affluence, il faut être costaud et en bonne santé pour pouvoir pénétrer dans ses véhicules dits de transports en commun.

Le cas de Dakar n'est certes pas un cas isolé car dans toutes les grandes villes d'Afrique, c'est la même galère pour la population pauvre.

## **BILAN DE LA DEVALUATION DU FRANC CFA UN AN APRES : UN DESASTRE POUR LES DESHERITES .**

Où sont donc passés les "avantages" tant chantés par les institutions monétaires internationales, les dirigeants politiques de l'impérialisme français et leurs prétendus experts en économie? Plus d'un an après la dévaluation de 50% du franc CFA décidée en janvier 1994 par les principaux responsables de l'impérialisme français et imposée à leurs valets, les chefs d'Etat africains, la situation demeure

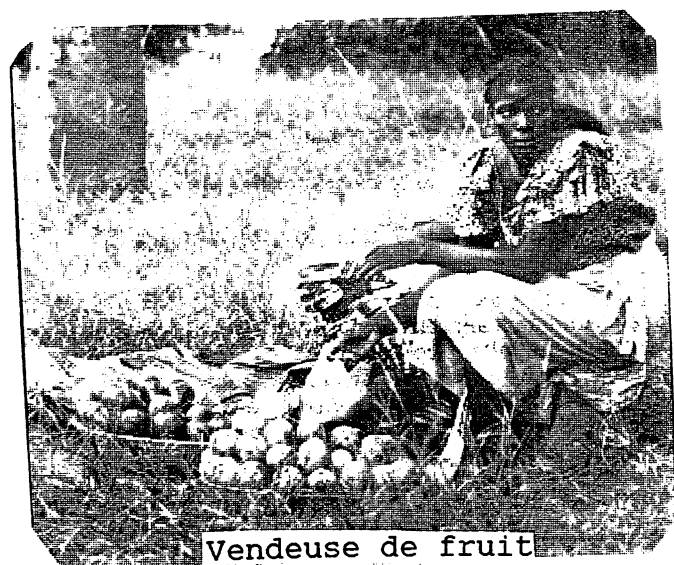
catastrophique pour l'écrasante majorité des populations de la zone franc.

Plus d'un an après cette dévaluation, on n'a pas vu cette poindre cette "chance" que devaient saisir les 14 pays concernés; on n'a pas vu passer ce "ballon d'oxygène" pour l'économie moribonde de cette partie de l'Afrique; on n'a pas vu non plus le "coup de fouet" à l'exportation. Pourtant c'est ce que

prétendaient les dirigeants français, africains et leurs spécialistes en économie.

Ce que l'on a observé, en revanche, c'est la chute vertigineuse des conditions de vie des travailleurs, des petits paysans, des pauvres. Les petites gens, frappés de plein fouet par les conséquences néfastes de cette dévaluation, sont obligées, pour survivre, de changer leurs habitudes quotidiennes.

Ainsi la plupart des familles pauvres qui vivaient déjà bien difficilement avant la dévaluation, ont vu leurs conditions se dégrader brutalement et dramatiquement. Bien de produits se trouvent aujourd'hui hors de leur portée. Au Mali par exemple, le poisson étant devenu très cher, les gens qui ont un peu de moyens, achètent de la viande qui elle même est relativement chère. Au Sénégal, c'est le contraire; cependant même le poisson, une denrée pourtant abondante plutôt, tout le monde ne peut pas se le payer. Les meilleurs poissons comme le Thioff sont destinés en grande partie à l'exportation; Seul le Yaye-boy (poisson de bas de gamme) est à la portée de petites bourses.



Dans d'autres pays, ces familles pauvres se limitent, voire suppriment carrément la viande et le poisson de leur alimentation et

se contentent de ce qu'ils trouvent; le maïs et le mil se substituent de plus en plus au riz devenu devenu trop cher. Au Tchad par exemple certaines familles ont remplacé le sucre par les dattes même pour sucrer leur thé. A Abidjan, le matin, dans les kiosques (petits restaurants installés au bord des rues), les clients qui en ont encore les moyens boivent plutôt du café et mangent des beignets, au lieu du lait et du pain. Dans les gargottes, l'on se contente d'une banane, des cacahuètes au lieu d'un plat de garba.

Mais il est des produits de base, de consommation courante que l'on ne peut que difficilement remplacer. C'est le cas de l'huile d'arachide ou de karité, du sel, du natron... Alors on achète au détail, ou alors on s'en passe.

Les conditions de vie sont devenues difficiles, même pour ceux qui travaillent. Des ouvriers sont obligés de faire tous les jours de longs kilomètres à pied pour se rendre au travail car les transports urbains sont hors de portée de leur maigre bourse. Quand ils tombent malades, ils éprouvent de grosses difficultés pour se soigner car les hôpitaux et les médicaments coûtent les yeux de la tête. De plus en plus, des familles, dans l'impossibilité de nourrir leurs enfants, les abandonnent.

Ces enfants laissés-pour-compte traînent dans les rues, en quête de nourriture. A Akouédo, banlieue d'Abidjan, tous les jours, ces enfants délaissés (auxquels se mêlent des adultes) prennent d'assaut un dépôt d'ordures. Ils fouillent, ils trient des objets divers. Pour quatre sous, ils les revendent aux marchés. A Thiès au Sénégal, des milliers de jeunes livrés à eux-mêmes, tentent désespérément de survivre. Ils sont portefaix, vendeurs à la sauvette, vendeurs de fagots ou tendent la sébile. A Ndjaména, des centaines d'enfants mènent une vie de rats

autour d'une décharge publique où sont déposées les ordures de la base militaire française.

Voilà les conséquences désastreuses de la dévaluation du franc CFA. Bien sûr les capitalistes, eux se frottent les mains. Leurs profits n'ont pas été divisés par deux; ils continuent, comme par le passé, à exploiter les travailleurs et les paysans. Ils se félicitent que les émeutes de Dakar contre la dévaluation ont pu être circonscrites, qu'elles n'ont pas éclaté ailleurs, dans les autres pays de la zone franc. Pour ces exploiters, pour ceux qui sont à leur service, la dévaluation a donc été un succès.

C'est révoltant de vivre dans cette société où une minorité de nantis se réjouissent de la misère

des couches populaires démunies. Partout dans les capitales africaines des pays de la zone franc, la colère se mêle au désespoir. Un certain nombre de grèves ont éclaté à Abidjan ces derniers temps. Au Sénégal, au lendemain de la dévaluation, une grève générale eut lieu contre le gouvernement qui avait eu le culot de diminuer les salaires tout en annonçant des licenciements dans l'administration. Cette colère existe aussi parmi les petites gens des villes et des campagnes victimes de la flambée des prix.

Mais il faudra un vaste mouvement d'ensemble pour faire trembler les exploiters, qu'ils soient africains, européens ou américains et pour leur faire avaler leur insolence envers les démunis.

## PENDANT QU'EN FRANCE ON COMMEMORE LE 8 MAI 1945...

A l'occasion de la cérémonie commémorative de la journée du 8 mai 1945 qui symbolisait la victoire des forces alliées sur l'armée hitlérienne, un certain nombre de dictateurs africains ainsi que quelques anciens combattants africains ont été conviés au défilé sur les Champs Elysées pour faire oublier les basses oeuvres de l'armée coloniale française en Afrique.

Pour les commentateurs des grands médias ainsi que pour les représentants de l'Etat français, il y avait d'un côté le camp de la "liberté" et de l'autre les nazis. Mais pour les populations des pays colonisés, notamment par la France, il n'a jamais été question de parler de "liberté", pas même pour ceux qui avaient été enrôlés de force pour combattre dans les tranchées auprès

des forces alliées. Des dizaines de milliers d'Africains et de Maghrébins originaires des anciennes colonies françaises sont morts. Une grande partie de ceux qui ont survécu à cette guerre sont revenus mutilés. Certains d'entre eux ont même été assassinés pour avoir osé revendiquer une indemnisation. C'est ce qui s'est passé à Dakar, au camp de Thiaroye, le 1er décembre 1944.

Suite à la démobilisation, plus d'un millier de soldats revenus de la guerre ont été dirigés sur le camp militaire de Thiaroye en attendant d'être renvoyés dans leurs foyers. A ces soldats qui réclamaient le paiement de leurs arriérés de soldes après des années de privations et de souffrance, les représentants des autorités coloniales avaient répondu par le mépris et la brutalité qui leur

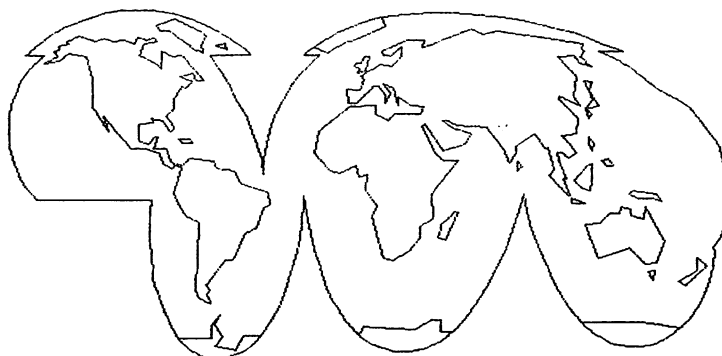
étaient coutumières. Les soldats ont manifesté et séquestré un général. Les officiers de l'armée coloniale ont fait réprimer cette révolte dans le sang. Il y eut officiellement 35 morts et 35 blessés parmi les soldats sénégalais. C'est ainsi que le Général De Gaulle qui était déjà au pouvoir remerciait ceux qui parmi les Africains avaient combattu malgré eux pour la France qui les maintenait en même temps sous sa férule coloniale.

Quelques mois après, le 15 mai 1945, c'est en Algérie, dans la localité de Sétif et de Guelma que l'armée coloniale française avait réprimé impitoyablement la population algérienne sous prétexte qu'elle était manipulée par des "agents provocateurs nazis". La police aidée par l'aviation militaire avaient bombardé aveuglément ces deux localités. Il y eut plusieurs dizaines de milliers de victimes.

Tous ces morts dans les colonies, au moment même où en France on fêtait la "libération", montrait que la simple utilisation du mot "libération" était bannie dans les pays colonisés par la France. Le peuple malgache en fera lui aussi les frais en 1947 en osant revendiquer l'indépendance.

Tous ces événements sanglants ont été volontairement tus par les grands médias et par les représentants de la France pendant la commémoration du cinquantième de la victoire des alliés sur l'armée allemande. On les comprend bien car il ne fallait surtout pas à leurs yeux salir l'image de la France qui se "libère" tout en continuant à maintenir les peuples colonisés dans un état de demi-esclavage et en massacrant férocement ceux qui osaient parler à leur tour de se libérer de cette situation humiliante.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.